

L'ALTERDEVELOPPEMENT :

La convergence du rouge et du vert

L'urgence d'agir sur l'état écologique de la planète est largement sous-estimée par les courants politiques de gauche, dont les Verts, coupés de l'écologie associative et absorbés par leur engagement dans les institutions. La réflexion des Alternatifs sur l'écologie est restée faible, malgré la référence au «rouge et au vert». Nous n'avons pas été capables de conjuguer le social et l'écologie, de les faire converger. C'est ce but qu'il nous faut atteindre désormais.

Notre projet vise à la réalisation d'un développement économe et solidaire en opposition radicale à la mondialisation capitaliste et aux politiques de plus en plus libérales qui l'accompagnent. Cette situation et l'évolution qui en découle entraînent l'humanité dans une spirale dangereuse comportant des conséquences très graves remettant en cause les conditions de vie et de survie de l'humanité.

Un bilan désastreux

La planète est dévorée par les prédateurs des multinationales : ce sont encore et toujours les plus fragiles qui trinquent !

- Sur le plan social, les disparités s'accroissent entre les pays et au sein des pays. Le nombre de démunis au monde ne régresse pas, loin de là !

Le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) indique que 1,2 milliard de personnes vivent avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour ; 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990.

Les disparités entre les sexes restent très fortes, voire augmentent : les femmes sont très fortement pénalisées aux plans de leur rémunération, de l'accès à l'instruction et à la santé, ainsi que de leur participation à la vie sociale et politique.

Plus globalement, la libéralisation va, au cours des prochaines décennies si elle n'est pas arrêtée, contraindre à l'exode

et à la pauvreté, une grande partie des paysans et de leurs familles. Or ils constituent actuellement près de 50 % des emplois mondiaux. Déjà 20 millions de réfugiés le sont à cause de la destruction de leur milieu de vie ; ils seront 50 millions en 2020 si rien n'est fait.

- Sur le plan politique, la situation est fragilisée pour de nombreux groupes sociaux et pays du Sud. L'accroissement des fractures entre nantis et pauvres et entre le Nord et le Sud (entre enrichis et appauvris), et les politiques répressives mises en place pour les contenir, constituent de graves menaces pour la paix et pour la démocratie, car mères de régimes populistes, voire fascistes.

- Sur le plan écologique, on constate une dégradation générale de l'environnement: changement climatique redoutable, appauvrissement de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles, notamment pétrolières dont la fin programmée exigerait à elle seule un changement dans le mode de développement.



Un changement radical est nécessaire

En conséquence, un changement radical s'avère indispensable. Il passe par une profonde remise en cause de la croissance capitaliste et du productivisme. L'accroissement à moyen et long terme des productions sans limites est inacceptable alors que notre planète est finie. Réduire la croissance en diminuant les productions militaires et les plus polluantes, en ralentissant le prélèvement des ressources naturelles, s'impose pour des raisons écologiques et sociales.

La relance par la consommation est une fausse réponse au chômage. Mais la gauche et les syndicats traditionnels en sont restés aux recettes keynésiennes.

Critiquer la croissance c'est aussi dénoncer la société de consommation et les aliénations qu'elle génère. Alors que les besoins vitaux ne sont pas satisfaits pour un grand nombre de personnes, le système capitaliste tend à conditionner les gens pour qu'ils acquièrent des produits conçus pour être remplacés rapidement. Les ménages perdent ainsi leur autonomie en se surendettant.

De même, on note dans les pays en forte croissance (Chine, Argentine, Brésil...) un accroissement des inégalités au profit d'une minorité de ces pays et d'autres. Seules une remise en cause du mode actuel de croissance et une autre répartition des richesses pourront mettre fin à cette progression des inégalités.

L'usage du PIB (Produit Intérieur Brut) comme seul indicateur est inacceptable, car toute activité contribue à son augmentation. Il existe d'autres indicateurs du niveau de vie et qualité de vie et de leur évolution, notamment l'indicateur élaboré par le PNUD, l'ISDH (Indice sexo spécifique et de développement humain). A partir d'un certain nombre d'indicateurs existants il s'agira d'élaborer des indicateurs plus satisfaisants.

La critique du modèle actuel de développement est déjà ancienne, grâce notamment aux courants alternatifs et écologistes. Les instances officielles ont dans les années 80, avec un point d'orgue à RIO en 1992, mis en avant la notion de développement durable pour tenter de maîtriser, sans changements majeurs, la contradiction environnementale et ainsi permettre le maintien du système actuel. Certes, des formes de développement autres que celles du capitalisme sont envisageables. De même, un réel développement durable ne serait pas sans intérêt. Celui-ci resterait cependant très insuffisant au plan politique et écologique.



Non à la croissance à tout prix

Très récemment, le courant pour la décroissance, lui-même résultat de plusieurs mouvements plus ponctuels (cas-seurs de pub, la revue «Silence»...), développe une critique radicale et anti-productiviste en mettant en avant la nécessité de changer nos comportements individuels et collectifs.

Pour lucide que soit le constat sur lequel la décroissance s'appuie, la perspective de décroissance n'est pas exempte, chez certains de ses partisans, de positions inacceptables.

- Eriger la décroissance en objectif en soi n'est pas plus raisonnable que de faire de la croissance indispensable au capitalisme la finalité suprême dont on sait qu'elle est une impasse.

- Ne pas distinguer la situation des populations nanties et celle des populations démunies ne peut passer que pour une imposture politique.

Les Alternatifs pensent que l'exigence écologique doit être replacée dans un projet global prenant en compte:

- l'exigence démocratique, afin de contrer tout risque totalitaire.

- l'exigence sociale, afin de se prémunir contre les choix réactionnaires.

Au-delà, nous insistons sur la nécessité, comme condition d'un autre mode de développement, d'un changement également radical des actuels rapports sociaux, générateurs de mal-développement, de pauvreté, d'aliénation.

Pour un alterdéveloppement

Les Alternatifs se réfèrent au terme d'alterdéveloppement pour répondre à trois questions :

- que produire ?
- comment le produire ?
- et pour quelles répartitions des richesses ?

Dans ce cadre, il s'agit de subordonner les activités économiques à des choix politiques concernant la société et l'environnement :

- pour une production économe et solidaire mettant en priorité la satisfaction des besoins fondamentaux : alimentation, santé, formation et autres équipements ou services publics tout particulièrement dans le sud ;

- pour une production fondée sur une réduction drastique de la consommation des sources d'énergies non renouvelables, le respect des milieux naturels, de la biodiversité, des ressources en eau et

des équilibres climatiques ;
 - et un fonctionnement politique permettant la participation aux choix économiques de tous et aux différentes échelles.
 - Sur ces bases, nous pouvons décliner quelques orientations.

Notre préférence va :

- au qualitatif, au lien social, plutôt qu'au quantitatif et à l'accumulation de biens.

- à la relocalisation de l'économie (supprimer des intermédiaires, produire et vendre au plus près des habitants pour réduire les coûts environnementaux des transports, refus du gigantisme).

- au choix de technologies maîtrisées par les utilisateurs plutôt qu'aux technologies sophistiquées ou hautement performantes au service d'une minorité.

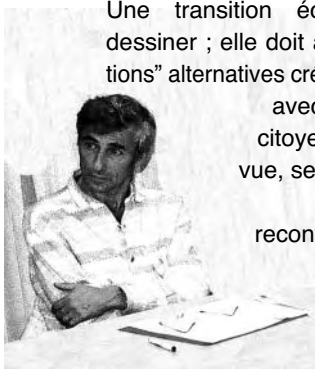
- à de nouvelles pratiques sociales et solidaires (engagement en matière de commerce équitable, au Nord et au Sud, accessible à tous, opposition au pillage des matières premières du Sud; lutte contre les OGM et le nucléaire; lutte contre le modèle de surconsommation)

Des propositions en débat

Nous ne pouvons réduire l'alterdéveloppement à une suite de comportements vertueux. Pratiquer les économies d'énergies, avoir un mode de vie qui préserve sa santé ne font pas une politique écologiste. Il est nécessaire de lier pratiques individuelles et engagements collectifs.

Nous privilégions un changement progressif et accepté du mode de développement. En effet, les fondations de notre projet favorisent et nécessitent des processus autogestionnaires, de démocratie participative.

Une transition économique est à dessiner ; elle doit avancer des "solutions" alternatives crédibles et élaborées avec les salariés et les citoyens. De ce point de vue, se pose par exemple la question de la reconversion des usines d'armement ou la sortie du nucléaire.



Une telle transition est à élaborer, à mettre en œuvre avec différentes forces : les Verts, les mouvements sociaux et altermondialistes (ATTAC et certaines ONG), ainsi que certains partisans de la décroissance. Ce travail doit aussi se poursuivre avec d'autres forces antilibérales de gauche.

Dans ce cadre, les objectifs suivants seront privilégiés en vue de construire les conditions de la transition :

· mener le combat pour des alternatives énergétiques au pétrole et au nucléaire dans une perspective environnementale et politique ;

· approfondir les apports concrets de l'alterdéveloppement pour la résolution progressive des situations de précarité au Sud et au Nord : égalité en termes d'emploi, de logement, d'éducation, de santé et meilleure répartition des revenus ;

· favoriser l'agriculture paysanne et l'accès de tous à l'alimentation dans la perspective du maintien de paysanneries nombreuses pratiquant une agriculture durable ;

· obtenir le droit à la souveraineté alimentaire des pays pour un autre développement et pour l'autonomie des producteurs et des consommateurs, en remplacement de la libéralisation des échanges et du pouvoir des grandes firmes de l'agrochimie et de la distribution.

D'ores et déjà nous travaillons sur des propositions précises en matière de transport, de logement et d'agriculture. ■

